

du 3 novembre au 9 novembre 1994

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL  
COMMUNIQUÉS :**

**Le Canada exhorte le gouvernement angolais  
à suspendre son offensive militaire**

**Le 9 novembre 1994, n° 224**

Prenant la parole au nom du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, la secrétaire d'État à l'Amérique latine et à l'Afrique, M<sup>me</sup> Christine Stewart, a demandé aujourd'hui au gouvernement angolais de suspendre son offensive militaire contre la ville de Huambo, qui est sous le contrôle de l'UNITA, et a exhorté les deux parties au conflit à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour conclure un accord de paix durable. «Nous craignons fort que l'intensification actuelle des opérations militaires dans la région de Huambo compromette les progrès vers la paix réalisés pendant les 10 mois de négociations à Lusaka, a déclaré Mme Stewart. Laisser passer cette chance de mettre fin au conflit pourrait être désastreux pour un pays qui a déjà subi deux décennies de guerre.»

**M. Ouellet se réjouit de la signature par  
Bombardier et SNC-Lavalin d'un contrat en malaisie**

**Le 9 novembre 1994, n° 223**

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a assisté aujourd'hui à la signature d'un accord d'une valeur de 939 millions de dollars entre le groupe malaysien Renong et un consortium canadien composé de Bombardier et SNC-Lavalin pour la construction d'un système de transport-passagers à grande vitesse à Kuala Lumpur, en Malaisie. «La conclusion de ce contrat démontre que les compétences et les équipements du Canada dans le secteur des transports jouissent d'une excellente réputation sur les marchés mondiaux, a déclaré M. Ouellet. Dans ce secteur, les produits canadiens se comparent sur tous les plans — y compris coût, qualité et fiabilité — à ce qu'il y a de mieux dans le monde.» L'accord a été signé par M. Laurent Beaudoin, président du Conseil et chef de la Direction de Bombardier, M. Jacques Lamarre, président du Groupe Transports de SNC-Lavalin et Dato'Wira Halim Saad, président de Renong Berhad. Selon les estimations de SNC-Lavalin et de Bombardier, ce projet créera plus de 1 500 années-personnes d'emploi en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec. De plus, il engendrera des contrats de sous-traitance dont profiteront d'autres entreprises canadiennes. SNC-Lavalin et Bombardier prévoient aussi que le contrat ouvrira la porte à d'autres occasions d'affaires dans la région.

**M. Ouellet se rend en Malaisie et en  
Indonésie pour participer à la réunion  
ministérielle de l'APEC**

**Le 3 novembre 1994, n° 222**

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé aujourd'hui qu'il se rendra en Asie pour participer à des réunions en Malaisie et en Indonésie. Les 8 et 9 novembre, M. Ouellet sera à Kuala Lumpur, où il aura des entretiens avec le premier ministre de la Malaisie, M. Mahathir bin Mohamad, le ministre des Affaires étrangères, M. Abdullah bin Haji Ahmad Badawi, et d'autres ministres malaysiens. Les entretiens porteront notamment sur la poursuite de l'ensemble des relations bilatérales ainsi que sur la coopération économique et commerciale. De Kuala Lumpur, M. Ouellet s'envolera vers Djakarta pour la réunion ministérielle annuelle du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), les 11 et 12 novembre. Les discussions se concentreront sur la libéralisation plus poussée du commerce et de l'investissement dans la région et sur la sécurité régionale. Pendant son séjour à Djakarta, M. Ouellet aura également des entretiens bilatéraux avec plusieurs ministres des Affaires étrangères de l'APEC.

## DISCOURS

Nous poursuivons un grand objectif commun, à savoir le renforcement de nos liens croissants avec la région Asie-Pacifique, et plus particulièrement avec la Chine. Nous voulons le développement de nos relations commerciales. Le Canada est un «vieil ami» de la Chine. Nous avons ouvert nos portes à la République populaire de Chine en étant l'un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec ce pays il y a un quart de siècle. Depuis plus de 20 ans, nous accordons à la Chine le traitement inconditionnel de la nation la plus favorisée.... Aujourd'hui, nous sommes parmi les plus ardents partisans de la réintégration de la Chine au GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce] et de son adhésion à la nouvelle Organisation mondiale du commerce. La Chine et tous ses partenaires économiques ne peuvent que profiter de son retour rapide à l'organisation qui régleme le commerce mondial. Le Canada a favorisé cette réintégration, mais l'accession au GATT suppose une plus grande ouverture de l'économie chinoise et un engagement de la Chine envers un calendrier de réforme de ses régimes commercial et économique. En fait, l'élargissement de l'accès au marché chinois dépend de la prévisibilité, de l'ouverture et de la transparence du régime commercial qui le sous-tend. Une telle réforme est nécessaire pour satisfaire aux exigences du GATT, mais aussi pour donner suffisamment confiance aux investisseurs et aux partenaires commerciaux étrangers. La prospérité future du Canada sera fonction de sa capacité de renforcer ses liens avec cette région, qui englobe les marchés les plus dynamiques et à plus forte croissance. Nous pouvons réaliser cet objectif sur le plan multilatéral par notre participation à l'APEC, et sur le plan bilatéral par l'effort de l'Équipe Canada qui se trouve ici cette semaine.

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, à l'Assemblée générale annuelle du Conseil commercial Canada-Chine, à Beijing, Chine, le 8 novembre 1994 94/69

## ACDI

M<sup>me</sup> Christine Stewart annonce un nouveau programme de coopération avec l'Afrique du Sud

Le 3 novembre 1994

M<sup>me</sup> Christine Stewart, secrétaire d'État à l'Amérique et à l'Afrique, a annoncé aujourd'hui, au nom du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, les nouvelles orientations du programme d'aide bilatérale du Canada à l'Afrique du Sud. «Le Canada a joué un rôle crucial en appuyant les efforts de la populations sud-africaine vers le démocratie, a déclaré M<sup>me</sup> Stewart. Nous entendons continuer d'appuyer ce pays au moyen d'un programme d'aide axé sur les processus de reconstruction et de développement».

## Citoyenneté et Immigration

Le ministre Marchi dépose une stratégie à long terme en matière d'immigration et de citoyenneté ainsi que le plan d'immigration et de citoyenneté pour les années 1995 à 2000

Le 1<sup>er</sup> novembre 1994

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi, a présenté aujourd'hui une stratégie à long terme pour l'immigration et la citoyenneté. Il a aussi annoncé le plan d'immigration et de citoyenneté pour les années 1995 à 2000. La stratégie fait suite aux consultations nationales des huit derniers mois.... Dans son cadre stratégique, le Ministre a exposé une démarche cohérente à long terme et un plan de travail intensif caractérisé par l'équité, la durabilité et la conformité aux ressources disponibles. Par ailleurs, la stratégie tient compte de la réputation de nation humanitaire et équitable que le Canada s'est forgée dans le cadre de la collaboration internationale. Elle fait appel à des partenariats plus forts avec les provinces, les municipalités, les écoles et les organismes non gouvernementaux, où l'accent est mis sur l'intégration des immigrants à l'échelon local. La stratégie se veut pleinement respectueuse des responsabilités du Québec, inscrites dans l'accord que la province a signé avec le gouvernement fédéral, dans les domaines de la sélection et de l'établissement des immigrants.

## Finances

Le ministre des Finances annonce son appui à l'émission de contrats à terme d'obligations de cinq ans du gouvernement du Canada à la Bourse de Montréal

Le 9 novembre 1994

Le ministre des Finance, M. Paul Martin, a annoncé aujourd'hui l'appui du gouvernement fédéral au lancement de nouveaux produits à la Bourse de Montréal - des contrats à terme d'obligations de cinq

ans du gouvernement du Canada. Le sous-produit devrait être mis en circulation en janvier 1995. Avec ce produit, une nouvelle échéance est ajoutée à l'éventail des contrats à terme canadiens. « Les marchés de contrat à terme sont essentiels au bon fonctionnement et à l'efficacité des marchés canadiens. La Bourse de Montréal a eu énormément de succès avec ses marchés à court terme et ses marchés à terme de 10 ans, et je crois qu'un terme de cinq ans suscitera un intérêt immédiat », a déclaré M. Martin.

**À VENIR :**

1<sup>er</sup> décembre 1994: Sommet international de SIDA, Journée mondiale du SIDA

5-6 décembre 1994 : Sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Budapest, Hongrie)

6 décembre 1994 : Visite du Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali

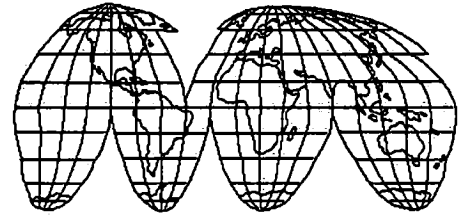
9-10 décembre 1994 : Sommet des Amériques (Miami, Floride)

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

This  
in Trade  
Foreign  
CA1  
EA  
T38  
December  
1, 1994  
Copy 1

## Le commerce et la politique étrangère cette semaine

November 24 - December 1, 1994



Department of Foreign Affairs and International  
Foreign Policy Communications Division (BCF)

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

(disponible en français)

DEC 8 1994

FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:  
PRESS RELEASES:

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

### Ouellet Announces Technical Assistance Package for Russia

*November 30, 1994, no. 239*

Foreign Affairs Minister André Ouellet today announced a \$6.9-million package of Canadian technical assistance initiatives designed to support economic reform in Russia. The Minister made the announcement in Moscow at the end of his two-day working visit. The projects target two priority sectors: support for private sector development through agricultural privatization, land reform and patent protection; and environmental protection in the oil and gas field. "Canada remains strongly committed to supporting economic reform in Russia. These initiatives will build on our ongoing efforts to support private sector development in Russia, including the creation of a business environment attractive to private investment, by providing advice and training in areas vital to the reform effort," said Mr. Ouellet.

### MacLaren Confirms Canada's Support for Mexican President Salinas de Gortari as Head of the World Trade Organization

*November 24, 1994 no 236*

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, today confirmed that Canada will support the candidacy of Carlos Salinas de Gortari, the President of Mexico, as the first Director-General of the World Trade Organization (WTO). "We believe that Carlos Salinas de Gortari is the ideal candidate to lead the Secretariat of the World Trade Organization at this crucial juncture in the history of the global trading system. He has demonstrated many times his outstanding ability to grapple successfully with the challenges of globalization," said Mr. MacLaren.

### Ouellet Announces Appointments to the IDRC Board of Governors

*November 24, 1994 no 235*

Foreign Affairs Minister André Ouellet today announced four new appointments to the Board of Governors of the International Development Research Centre (IDRC). The appointees are: José Joaquín Brunner, the Minister of the President's Office in Chile; Jon Grant, consultant and former President and Chief Executive Officer of the Quaker Oats Company; Miguel Hurtado de la Madrid, a former President of Mexico (1982-88); and Dr. Ivy F. Matsepe-Casaburri, Chairperson of the South African Broadcasting Corporation (SABC). Mr. Ouellet also announced the reappointment of two other governors, Dr. Joan E. Foley, a professor of Psychology at the University of Toronto and Dr. Vulimiri Ramalingaswami, a medical pathologist and Professor Emeritus at the All India Institute of Medical Sciences. IDRC is a public corporation created by the Parliament of Canada in 1970 to help developing countries find their own solutions to development problems through research. The Centre is directed by a 21-member Board of Governors who are appointed for four-year terms. The Board is international, consisting of 11 Canadian members and 10 non-Canadian members. Members of the Board are selected based on their experience in the field of international development and their interest in the developing regions of the world.

### Statements

Dear Mr. Landry, Thank you for your letter of November 23 concerning the speech by Mr. Matthew Coon-Come, Grand Chief of the Quebec Cree, to a conference organized by the American Association of Quebec Studies, last week in Washington. . . . Mr. Coon-Come sent the text of his speech to the press on the evening of November 17 and, in the same news release, to the Embassy. At no time did he ask the Embassy to comment on his speech. . . . You must agree that the public and the press therefore had sufficient information to form an intelligent opinion on the matter. Mr. Landry, in your letter reason is drowned in a flood of emotion. . . . Canadian embassies do not interfere and try to tell Canadians what points of view they should express at university conferences. I assume that the Quebec delegations abroad, which fall under your responsibility, follow the same rule. . . Yours sincerely, André Ouellet

Translation of a letter addressed to the Deputy Premier and Minister of International Affairs, Immigration and Cultural Communities of Quebec, Bernard Landry, from Foreign Affairs Minister André Ouellet. November 28, 1994 No. 238

A first, and all-important, commitment to open markets has been made. Thanks to strong, visionary leaders in Brazil and throughout the Americas, bilateral and multilateral free trade is breaking out all over the Western Hemisphere. These remarkable strides in recent years make it all the more curious that the next logical step — a single free trade regime for the Western Hemisphere as a whole — remains elusive. An increasingly tangled web of bilateral and regional trade agreements is hardly helpful from a business perspective. It leads to a confusing overlap of rights and obligations, including multiple rules of origin, that increase the transaction costs of all firms, especially small businesses hoping to export. Because of the absence of uniform content requirements, it prevents the further integration of regional production — this at a time when global trade is increasingly driven by intra-firm transactions, strategic sourcing and transnational investments. But perhaps the most dangerous aspect of a drift toward separate bilateral or regional agreements is the risk that they might solidify into exclusionary trading blocs. It is clear, for example, that failure to open the NAFTA to Chilean accession would send a negative signal to other would-be partners that the prospects for future entry are indeed limited. . . . But what does this all mean for Brazil-Canada trade and investment? As natural allies, middle powers in the new world, and old friends, these developments should enable Canada and Brazil to rekindle a relationship which — at times — has suffered from economic shocks. However, our robust and dynamic commercial relationship stands as evidence that we can trade together to our mutual benefit.

**Notes for an address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the Brazil-Canada Chamber of Commerce, Toronto, Ontario, November 28, 1994, 94/73**

The last several years have witnessed nothing less than economic revolution in North America. And yet, in many ways, it is the choices we make over the next several years which will determine whether an even more profound revolution is set in motion — one which would see the NAFTA [North American Free Trade Agreement] transformed from a limited continental arrangement into the world's most dynamic and powerful economic entity extending throughout the western hemisphere and perhaps beyond. Like all turning points in history, nothing is preordained. After initially embracing a sweeping vision of free trade from Alaska to Tierra del Fuego, the United States appears uncertain of its next steps. Economic insecurities, domestic priorities, and recent political upheavals in Washington have conspired to cloud the United States' trade objectives and obscure its hemispheric intentions. Partly in response to apparent hesitation in the United States, Latin America has begun to re-evaluate its own options. New regional groupings — even an exclusive South American free trade area — have for some begun to look more attractive as the prospects for full hemispheric integration appear to grow more uncertain. The dangers of losing momentum at this critical juncture cannot be overstated. At a minimum, we risk missing out on burgeoning trade and investment opportunities in the newly emerging economies of Latin America. Following decades of economic isolation, Latin America is now transforming itself into one of the most open and economically liberal regions in the world. By hesitating now, North America will not only forego the chance of gaining an early foothold in these dynamic markets; it will forego the chance of encouraging and reinforcing their transformation. We also risk missing an historic opportunity to bridge our two continents, North and South.

**Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the North American Policy Group at Dalhousie University and the Halifax Board of Trade, Halifax, Nova Scotia, November 25, 1994, 94/72**

Finance Canada

**Draft Amendments to the Income Tax Regulations  
on Qualified RRSP Investments**

**November 29, 1994**

Finance Minister Paul Martin announced proposed changes to the rules which allow shares of small business corporations and co-operative corporations to qualify as investments for RRSPs. The proposed changes permit shares required to be held as a condition of membership in certain cooperative corporations to qualify as an RRSP investment, providing the RRSP annuitant and related parties do not own 10 per cent or more of the shares of any class of the corporation.

.../3

**Upcoming Events**

- December 5-6, 1994: Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) Summit  
(Budapest, Hungary)
- December 6-7, 1994: Visit of UN Secretary-General Boutros Boutros-Ghali
- December 8-10, 1994: Francophonie Foreign Affairs Minister meeting, Ouagadougou
- December 9-10, 1994: Summit of the Americas (Miami, Florida)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Policy Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.



60984 81800